

3) Vul de rubiek 15A in met opgave van het bedrag van het laatste brutoloon aan 100 % van de werknemer vóór de halvering van zijn arbeidsprestaties.

4) Indien betrokkene arbeider is en dus geen recht heeft op gewaarborgd loon gedurende dertig dagen, vermeld dan hieronder het bedrag van het halfjijde brutoloon van de werknemer op de eerste dag van zijn arbeidsongeschiktheid (vul de punten a) en b) in of, indien de werknemer forfaitair per maand betaald wordt, alleen punt c)).

a) datum van aanvang en einde van de laatste arbeidscyclus

van - - tot - -

b) brutoloon van de volledige cyclus :

- - F.

c) Forfaitair maandloon :

- - F.»

Art. 4. De artikelen 2 en 3 hebben uitwerking met ingang van 1^o augustus 1994.

De administrateur-generaal,
J. De Cock.

De voorzitter,
W. Beirnaert.

3) Complétez la rubrique 15A en y indiquant le montant de la dernière rémunération brute à 100 % du travailleur avant la réduction de ses prestations à mi-temps.

4) Si l'intéressé est un ouvrier et n'a donc pas droit au salaire garanti durant vingt jours, mentionnez ci-dessous, le montant de la rémunération brute à mi-temps du travailleur, au premier jour de son incapacité de travail (complétez les points a) et b) ou uniquement le point c) si le travailleur est rémunéré forfaitairement par mois.)

a) date de début et de fin du dernier cycle de travail

du - - au - -

b) rémunération brute du cycle complet :

- - F.

c) rémunération mensuelle forfaitaire :

- - F.»

Art. 4. Les articles 2 et 3 produisent leurs effets le 10 août 1994.

L'administrateur général,
J. De Cock.

Le président,
W. Beirnaert.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 96 — 2328 (96 — 2123)

[36266]

24 JULI 1996. — Besluit van de Vlaamse regering houdende vaststelling van de personeelsformatie van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Rekem. — Erratum

Belgisch Staatsblad van 1 oktober 1996, blz. 25338.

In de publicatie van bovenvermeld besluit moet boven de eerste kolom van de tabel met titel II. Openbaar Psychiatrisch Verzorgingstehuis « Ter Bosch » de letter « A » vermeld worden in plaats van « C ».

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 96 — 2328 (96 — 2123)

[36266]

24 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement flamand fixant le cadre organique du « Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Rekem » (Hôpital psychiatrique de Rekem). — Erratum

Moniteur belge du 1er octobre 1996, page 25338.

Au-dessus de la 1re colonne du tableau figurant sous le titre II « Openbaar Psychiatrisch Verzorgingstehuis Ter Bosch », il y a lieu de remplacer la lettre « C » par la lettre « A ».

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 96 — 2329

[S - C - 29342]

3 SEPTEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Chapitre IV, section 5, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifié par la loi du 1er août 1985, l'arrêté royal n° 424 du 1er août 1986, et les lois des 20 juillet 1991, 21 décembre 1994 et 22 décembre 1995;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'avis de l'inspection des finances du 22 août 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 26 août 1996;

Vu le protocole du 2 septembre 1996 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les établissements d'enseignement et les membres du personnel de l'enseignement doivent pouvoir bénéficier des nouvelles mesures dès le 1er septembre 1996;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education ;

Vu la délibération du Gouvernement du 2 septembre 1996,

Arrête :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif visés par :

1° l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

2° l'article 79 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957;

3° l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial;

4° le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné;

5° le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

6° l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

7° l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholiques et protestantes des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat.

Il s'applique également à tous les autres membres du personnel engagés à titre définitif bénéficiant d'une subvention-traitement."

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 2. § 1er. Le membre du personnel a droit à l'interruption complète de la carrière professionnelle, quel que soit le nombre d'heures, de périodes ou de leçons afférent à la fonction ou aux fonctions auxquelles il est nommé ou engagé à titre définitif.

§ 2. Si le nombre d'heures, de périodes ou de leçons afférent à la fonction ou aux fonctions auxquelles le membre du personnel est nommé ou engagé à titre définitif, atteint plus de la moitié du nombre d'heures, de périodes ou de leçons requis pour la fonction à prestations complètes, il a droit :

1° à l'interruption partielle de la carrière professionnelle à mi-temps, s'il compte moins de dix années d'ancienneté de service;

2° à l'interruption partielle de la carrière professionnelle à mi-temps, à quart temps ou à cinquième temps s'il compte au moins dix années d'ancienneté de service.

Pour l'enseignement de la Communauté française, l'ancienneté de service est calculée conformément à l'article 3, sexies de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Pour déterminer la fraction, est pris en considération comme nombre diviseur pour chacune des fonctions le nombre minimum d'heures, de périodes ou de leçons requis pour constituer la fonction à prestations complètes de manière à correspondre à une charge à mi-temps, à trois-quart temps ou à quatre-cinquième temps.

Les prestations restant à fournir doivent toujours être arrondies, selon le cas, à une période complète, à une heure complète ou à une leçon complète.

En fonction d'impératifs pédagogiques, le membre du personnel peut prêter un maximum de deux heures, périodes ou leçons supplémentaires au-delà de la fraction d'horaire qu'il conserve.

Toutefois, dans l'enseignement maternel dispensé dans des implantations à classe unique, le membre du personnel doit prêter la fraction correspondante du maximum d'une fonction à prestations complètes.

La fonction exercée doit être considérée comme une fonction principale au sens de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, et de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale.

§ 3. Pour l'application des §§ 1er et 2, le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge est supposé exercer le nombre d'heures, de périodes ou de leçons qu'il prestait avant la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou la perte partielle de charge.

§ 4. Le traitement ou la subvention-traitement est alloué au prorata des heures, des périodes ou des leçons réellement prestées"

Art. 3. L'article 3, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 3. Par dérogation à l'article 2, § 2, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif à une fonction de promotion ne peut bénéficier de l'interruption partielle de la carrière professionnelle."

Par dérogation à l'article 2, § 2, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif à une fonction de sélection ainsi que les membres du personnel auxiliaire d'éducation ne peuvent bénéficier de l'interruption partielle de la carrière professionnelle qu'à mi-temps.

Par dérogation à l'article 2, § 2, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans une haute école ne bénéficie de l'interruption partielle de la carrière que dans les fractions de charge fixées par le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française."

Art. 4. A l'article 4, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1er, alinéa 2, troisième phrase, est remplacé par la phrase suivante :

"Le membre du personnel sera, par priorité, remplacé par une personne qui, au début du remplacement, était :

- 1) un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi;
- 2) un chômeur complet indemnisé ou assimilé en application des articles 12 et 13 de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux;

2° Le § 1er est complété par l'alinéa suivant :

"Le membre du personnel qui a obtenu une interruption partielle de la carrière professionnelle peut également être remplacé par un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif qui, par perte partielle de charge, ne preste pas un nombre d'heures, de périodes ou de leçons au moins égal à celui pour lequel il est nommé ou engagé à titre définitif."

3° au § 3, les mots "60 mois" sont remplacés par les mots "72 mois".

4° le § 3 est complété par les alinéas suivants :

"Dès qu'il atteint l'âge de 50 ans, le membre du personnel a droit à une interruption partielle de la carrière professionnelle sans limitation de durée, dans les conditions du présent arrêté."

Pour bénéficier des dispositions de l'article 4, § 3, de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, le membre du personnel qui a atteint l'âge de 50 ans doit introduire une demande écrite dans laquelle il sollicite une interruption partielle de la carrière professionnelle et s'engage à interrompre partiellement sa carrière jusqu'à sa retraite de manière irréversible. Il doit obtenir l'autorisation du Ministre."

Art. 5. A l'article 6, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- au § 1er, alinéa 3, les mots "quatrième paragraphe" sont remplacés par les mots "paragraphe 3";

- au § 2, les mots "là où le statut existe" sont supprimés.

Art. 6. A l'article 8, § 1er, alinéa 5, du même arrêté, les mots "là où elles existent" sont supprimés.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1996.

Art. 8. La Ministre-Présidente ayant l'Education dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 3 septembre 1996.

Mme L. ONKELINX,

Ministre-Présidente chargée de l'Education

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

[S - C - 29342]

N. 96 — 2329

3 SEPTEMBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op Hoofdstuk IV, afdeling 5, van de herstellwet d.d. 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wet d.d. 1 augustus 1985, het koninklijk besluit nr. 424 d.d. 1 augustus 1986 en bij de wetten d.d. 20 juli 1991, 21 december 1994 en 22 december 1995;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 12 augustus 1991 betreffende de toelagen voor loopbaanonderbreking toegekend aan de personeelsleden van het onderwijs en de PMS-centra;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 22 augustus 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 augustus 1996;

Gelet op het protocol d.d. 2 september 1996 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet d.d. 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak;
 Overwegende dat de onderwijsinrichtingen en personeelsleden van het onderwijs nieuwe maatregelen vanaf 1 september 1996 moeten genieten;
 Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Onderwijs;
 Gelet op de beraadslaging van de Regering d.d. 2 september 1996,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de vast benoemde of in vast verband aangeworven personeelsleden bedoeld bij:

1° het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 houdende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, evenals de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht over deze inrichtingen;

2° artikel 79 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957;

3° het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de PMS-centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap, van het vormingscentrum van de Franse Gemeenschap en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs;

4° het decreet d.d. 1 februari 1993 tot vaststelling van het administratief statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

5° het decreet d.d. 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs;

6° het koninklijk besluit d.d. 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs;

7° het koninklijk besluit d.d. 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat.

Het is eveneens van toepassing op alle andere in vast verband geworven personeelsleden die een weddetoelage genieten.

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 2. § 1. Het personeelslid heeft recht op de volledige onderbreking van de beroepsloopbaan, ongeacht het aantal uren, lestijden of lessen in verband met het (de) ambt(en) waarvoor hij vast benoemd is of in vast verband geworven is.

§ 2. Indien het aantal uren, lestijden of lessen in verband met het ambt (de ambten) waarvoor het personeelslid vast benoemd of in vast verband geworven is, meer dan de helft bereikt van het aantal uren, lestijden of lessen vereist voor het ambt met volledige prestaties, heeft hij recht :

1° op de gedeeltelijke onderbreking van de halftijdse beroepsloopbaan indien hij minder dan tien jaar dienstanciënniteit telt;

2° op de gedeeltelijke onderbreking van de halftijdse, vierdertiende of vijfdertiende beroepsloopbaan als hij ten minste 10 jaar dienstanciënniteit telt.

Voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt de dienstanciënniteit berekend overeenkomstig artikel 2 sexes van het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 houdende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, technisch, kunst- en normaalonderwijs, evenals van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht over deze inrichtingen.

Om de breuk te bepalen wordt in aanmerking genomen, als deler voor elk ambt, het minimumaantal uren, lestijden of lessen vereist om het ambt met volledige prestaties te vormen om overeen te stemmen met een halftijdse, driebiertiende of vierdertiende opdracht.

De nog te verstrekken prestaties moeten altijd, volgens het geval, afgerond worden op een volledige lestijd, een volledig uur of een volledige les.

Op grond van opvoedkundige imperatieven mag een personeelslid ten hoogste twee bijkomende uren, lestijden of lessen presteren boven de uurbreuk die hij bewaart.

In het kleuteronderwijs dat in vestigingen met een enkele klas wordt verstrekt moet echter het personeelslid de breuk presteren die overeenstemt met het maximum van een ambt met volledige prestaties.

Het uitgeoefende ambt moet aangezien worden als een hoofdambt in de zin van artikel 5 van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, en van artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 25 oktober 1993 houdende geldelijk statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie.

§ 3. Voor de toepassing van §§ 1 en 2 wordt het personeelslid wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld of die een gedeeltelijk opdrachtverlies leed, geacht het aantal uren, lestijden of lessen te presteren die hij voor de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of voor het gedeeltelijk opdrachtverlies presteerde.

§ 4. De wedde of weddetoelage wordt toegekend naar rata van de werkelijk gegeven uren, lestijden of lessen."

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen : "Artikel 3. In afwijking van artikel 2, § 2 mag het vastbenoemd of in vast verband aangeworven personeelslid in een bevorderingsambt de gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan genieten."

In afwijking van artikel 2, § 2 mogen het in een bevorderingsambt vast benoemd of in vast verband geworven personeelslid, alsmede de leden van het opvoedend hulppersoneel slechts halftijds het voordeel genieten van een gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan.

In afwijking van artikel 2, § 2 geniet het in een hogeschool vast benoemd of in vast verband geworven personeelslid de gedeeltelijke onderbreking van de loopbaan slechts in de opdrachtbreuken die worden vastgesteld door het decreet d.d.25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen."

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, lid 2, 3e zin wordt door de volgende zin vervangen : Het personeelslid wordt bij voorrang door een persoon vervangen die bij het begin van de vervanging :

1) een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid was;

2) een uitkeringsgerechtigde of gelijkgestelde volledig werkloze was, bij toepassing van de artikelen 12 en 13 van het koninklijk besluit d.d.12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

2° § 1 wordt met het volgende lid aangevuld "Het personeelslid dat een gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan heeft verkregen mag eveneens worden vervangen door een vastbenoemd of in vast verband geworven personeelslid dat wegens gedeeltelijk opdrachtverlies geen aantal uren, lesuren of lessen presteert dat minstens gelijk is aan dat waarvoor hij vast benoemd of in vast verband geworven is.

3° In § 3 worden de woorden "60 maanden" door de woorden "72 maanden" vervangen.

4° § 3 wordt met de volgende leden aangevuld : "Zodra hij de leeftijd van vijftig jaar bereikt, heeft het personeelslid recht op volledige onderbreking van de beroepsloopbaan, zonder duurbegrenzing, onder de voorwaarden van dit besluit.

Om het voordeel van de bepalingen van artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit d.d.12 augustus 1991 betreffende de toelagen voor loopbaanonderbreking toegekend aan de personeelsleden van het onderwijs en van de PMS-centra, moet het personeelslid dat de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt, een schriftelijke aanvraag indienen waarin hij om een gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan verzoekt en zich ertoe verbindt zijn beroepsloopbaan gedeeltelijk te onderbreken tot aan zijn opruststelling, en zulk onherroepelijk. Hij moet de toelating van de Minister verkrijgen."

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in § 1, lid 3 worden de woorden "vierde paragraaf" door de woorden "paragraaf 3" vervangen;

- in § 2 worden de woorden "daar waar het statuut bestaat" geschrapt.

Art. 6. In artikel 8, § 1, lid 5 van hetzelfde besluit worden de woorden "daar waar ze bestaan" geschrapt.

Art. 7. Dit besluit treedt op 1 september 1996 in werking.

Art. 8. De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 3 september 1996.

Mevr. L. ONKELINX,

Minister-Voorzitter bevoegd voor Onderwijs

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[9778]

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 18 september 1996 is de heer Van Belle, R., advocaat-generaal bij het hof van beroep te Gent, bevorderd tot Commandeur in de Kroonorde.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 11 juni 1996, dat in werking treedt op 31 oktober 1996, is de heer Henry, J., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 20 augustus 1996, dat in werking treedt op 31 oktober 1996, is de heer Van Belle, R., advocaat-generaal bij het hof van beroep te Gent, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[9778]

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 18 septembre 1996, M. Van Belle, R., avocat général près la cour d'appel de Gand, est promu Commandeur de l'Ordre de la Couronne.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 11 juin 1996, entrant en vigueur le 31 octobre 1996, M. Henry, J., juge au tribunal de première instance de Charleroi, est admis à la retraite.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 20 août 1996, entrant en vigueur le 31 octobre 1996, M. Van Belle, R., avocat général près la cour d'appel de Gand, est admis à la retraite, à sa demande.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.